



Afrique : une tradition de liberté économique

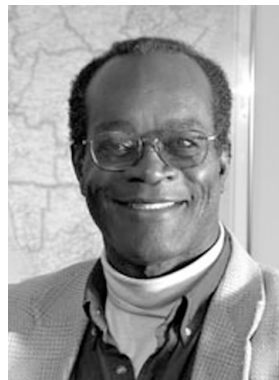
par *George Ayittey**

L'Afrique demeure un paradoxe énigmatique: un continent riche en ressources minérales et pourtant si désespérément pauvre. Mais le paradoxe n'est qu'apparent: l'Afrique est pauvre parce qu'elle n'est pas libre.

Seulement 10 des 54 pays africains peuvent être étiquetés comme des « success stories » économiques : l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Ghana, Madagascar, le Malawi, le Mali, Maurice, l'Ouganda et l'Afrique du Sud. Ce n'est donc pas une surprise si l'Afrique est le continent le moins libre économiquement. Aucun pays africain n'est classé comme « libre » dans l'index de liberté économique de la *Heritage Foundation* et du *Wall Street Journal* en 2011. Maurice est classée comme « plutôt libre », et seuls sont répertoriés comme « modérément libres » le Botswana, le Cap Vert, l'Afrique du Sud, le Rwanda, Madagascar, l'Ouganda et le Burkina Faso. (Certains des pays étiquetés comme « success stories » économiques ont des systèmes politiques non démocratiques : l'Angola, le

Burkina Faso, Madagascar, le Rwanda et l'Ouganda).

Et pourtant, l'Afrique traditionnelle, contrairement à l'Afrique moderne, a été caractérisée par la liberté économique bien des siècles avant l'arrivée des colons



européens. L'unité de base économique et sociale était la famille élargie, la lignée ou le clan. Les moyens de production étaient possédés par la lignée (une entité privée différente du gouvernement tribal) et donc appropriés de manière privée, bien que la propriété individuelle ait pu être

commune. La terre, par exemple, était contrôlée par la lignée, donnant d'ailleurs naissance au mythe de la propriété com-

George Ayittey est un économiste ghanéen, président de la *Free Africa Foundation*. Il est, entre autres, l'auteur de *Indigenous African Institutions* et d'un livre à paraître, *The March of Freedom : Defeating African Dictators*.

Cette étude a été publiée en anglais dans *The Freeman*, 2011.

munale, alors que tout le matériel de chasse, les lances ou les canots de pêche étaient propriété individuelle. Néanmoins, la famille élargie agissait comme une entité collective dirigeant le travail familial et a décidait quoi cultiver sur les terres familiales. Il y avait une division sexuelle du travail, et la plantation de cultures vivrières a toujours été une activité féminine dans l'Afrique traditionnelle, ce qui explique pourquoi plus de 70 pour cent des paysans de l'Afrique d'aujourd'hui sont des femmes. Les produits récoltés dans les fermes étaient utilisés pour nourrir la famille; tout excédent était vendu sur les marchés libres des villages.

Des marchés omniprésents

Les marchés étaient omniprésents dans l'Afrique précoloniale. On pouvait en distinguer deux types : les marchés périodiques (hebdomadaires) en milieu rural et les grands marchés régionaux. Certains de ces marchés régionaux donnèrent de grandes villes telles que Tombouctou, Kano, Salaga, Sofala, et Mombasa. Ils ont servi de points d'échange pour le commerce de longue distance. Tombouctou et Kano, par exemple, étaient des points cruciaux pour le commerce caravanier de longue distance sur le Sahara et le commerce à longue distance des zones côtières. Les routes du libre-échange sillonnaient le continent. Les biens et des personnes circulaient librement le long de ces routes. Les hommes dominaient le commerce de longue distance tandis que les femmes régnaient sur les marchés ruraux,

qui portaient largement sur le commerce des produits agricoles.

Les prix sur les marchés de l'Afrique n'étaient pas contrôlés ou fixés par les chefs ou les gouvernements tribaux. Ils ont toujours été déterminés par la négociation en conformité avec les lois de l'offre et de la demande. Par exemple, quand les céréales se faisaient rares, leur prix augmentait, et le prix du poisson avait généralement tendance à être plus élevé le matin que le soir, quand les poissonniers étaient impatients de rentrer chez eux.

Outre les activités primaires comme l'agriculture, la chasse et la pêche, les Africains travaillaient dans toutes sortes d'activités industrielles à l'ère précoloniale, comme le tissage, la poterie, le travail du laiton, l'exploitation minière et les fonderies de fer, d'or, d'argent, de cuivre, et d'étain. Cheikh Anta Diop écrit dans son histoire précoloniale d'Afrique Noire qu'au Bénin, « l'industrie du verre fait des progrès extraordinaires ». Au Nigeria, « l'industrie du drap était un ancien métier », ajoute Richard Olaniyan dans *Nigeria History and Culture*. Kano atteignit sa prééminence historique au XIVe siècle avec ses beaux tissus teints à l'indigo, qui étaient échangés contre des marchandises de l'Afrique du Nord. Même avant la découverte du coton, d'autres matériaux ont été utilisés pour le tissu. Les Igbo, par exemple, fabriquaient du tissu à partir de l'écorce fibreuse des arbres. Les Asantes étaient également célèbres pour leur coton et le tissu venant d'écorces (le *kente* et l'*adwumfo*).

Capital initial

Pour sécuriser le capital initial de démarrage des opérations commerciales, les indigènes africains se tournaient vers deux sources traditionnelles de financement. L'une était le « pot de famille ». Chaque famille élargie avait une caisse dans laquelle les membres déposaient des contributions en fonction de leurs moyens. Chez les pêcheurs à la senne Ewe du Ghana, le pot famille était appelé *ag-badoho*. Les membres empruntaient à ce pot pour acheter leurs filets de pêche et remboursaient ensuite les prêts.

La deuxième source de financement était un programme de crédit renouvelable qui était répandu dans toute l'Afrique. On l'appelait *susu* au Ghana, *esusu* en yoruba, les tontines ou *chilembe* au Cameroun, et *stokfel* en Afrique du Sud. Typiquement, un groupe de, disons, une dizaine de personnes contribuait peut-être 100 \$ chacune à un fonds. Lorsque le fonds atteignait un certain montant, disons, 1000 \$, il était alors remis aux membres qui investissaient l'argent dans une entreprise. La *Grameen Bank* au Bangladesh a été créée sur ce concept d'un système de crédit renouvelable rural.

Les bénéfices tirés de ces activités économiques étaient propriété privée. Ils étaient conservés par les commerçants, et non accaparés par les chefs ou les dirigeants. La pratique traditionnelle était de partager les profits. Sous le régime de l'*abusa* conçu par les producteurs de cacao du Ghana au début du XXe siècle, le produit

net était divisé en trois parties : un tiers allait au propriétaire de la ferme, un autre tiers allait aux travailleurs salariés, et le tiers restant était mis de côté pour l'entretien et l'expansion de la ferme. Dans le système moins fréquent de l'*abunu*, les bénéfices étaient partagés à parts égales entre le propriétaire et les travailleurs. Des variantes de ce système d'intéressement ont été étendues au-delà de l'agriculture, au commerce et à la pêche.

Les chefs et les rois ne jouaient guère de rôle dans la production économique. Leur rôle traditionnel était de créer un environnement pacifique pour que le commerce et l'activité économique puissent s'épanouir. Aucune entreprise publique tribale n'existait. Dans la plupart des cas à travers l'Afrique, comme Peter Wickins l'écrit dans son histoire économique de l'Afrique, « il n'y avait aucune interférence directe avec la production ». En fait, l'intervention étatique dans l'économie a été l'exception plutôt que la règle dans l'Afrique précoloniale. Comme Robert H. Bates l'observait dans ses essais sur l'économie politique de l'Afrique rurale, « dans l'Afrique précoloniale, les Etats soutenaient la spécialisation et le commerce, ils résolvaient les querelles, fournissaient la paix, la stabilité et les conditions de l'investissement privé; ils lançaient des travaux publics. . . . Par ces moyens, les Etats garantissaient la prospérité de leurs citoyens ».

Le capitalisme paysan

Le système décrit ci-dessus peut être appelé « capitalisme de paysans ». Il se distingue du capitalisme occidental à deux égards. Premièrement, comme cela a été mentionné plus haut, l'unité d'exploitation était le clan, et non l'individu. Deuxièmement, le profit était partagé. En dépit de cela, le clan était libre de s'engager dans quelque activité économique qu'il avait choisie. Il ne faisait pas la queue devant le palais du chef pour obtenir la permission de faire du commerce, de la pêche, ou du tissage. Si une profession ou un type de commerce n'était pas rentable, les indigènes africains passaient à d'autres activités plus rentables et avaient toujours joui de la liberté économique de le faire. En langage moderne, ceux qui vaquent à leurs activités économiques de leur propre volonté sont appelés « libres entrepreneurs ».

Selon cette définition, les tisserands de Kente du Ghana, les sculpteurs Yoruba, les forgerons et les orfèvres ainsi que des divers artisans, commerçants et agriculteurs indigènes étaient des libres entrepreneurs. Les indigènes l'ont été pendant des siècles. Les Masaï, les Somalis, les Peuls, et les autres pasteurs qui menaient le bétail sur de longues distances en quête d'eau et de pâturages étaient également des libres entrepreneurs. De même que les commerçants africains qui voyageaient sur de grandes distances pour acheter et vendre des marchandises, une entreprise à risque. Le système de famille élargie leur offrait la sécurité et le tremplin dont ils

avaient besoin pour se lancer et prendre les risques associés à l'activité entrepreneuriale. Si ils échouaient, le système de famille élargie était là pour les soutenir. De la même manière, s'ils connaissaient le succès, ils avaient une certaine obligation envers ce même système.

L'Afrique indigène sous domination coloniale

Quand l'Afrique a été colonisée, les puissances occidentales ont cherché à contrôler les activités économiques des autochtones. Pour la plupart, cependant, les indigènes étaient libres de vaquer à leurs affaires. En Afrique de l'Ouest, les implantations européennes étaient limitées à des enclaves urbaines et les zones rurales étaient laissées presque intactes. En Afrique centrale et australe, l'histoire était un peu différente. Il n'est sans doute pas nécessaire de rappeler en détail le pillage et les atrocités barbares à l'encontre des indigènes du Congo du Roi Léopold. En Afrique australe, où le climat était plus agréable pour la colonisation européenne, il y eut des saisies importantes de terres, des déplacements massifs d'indigènes, et des restrictions sur leurs mouvements et leurs lieux de résidence. Néanmoins, malgré les obstacles redoutables, les indigènes pouvaient ouvrir des boutiques et rivaliser avec les entreprises européennes. Beaucoup l'ont fait et ont réussi. Pendant la période coloniale il y avait des riches africains commerçants ainsi que de riches africains marchands de bois, propriétaires de transports, et agriculteurs. Compte tenu des possibilités et de l'accès aux capi-

taux, les indigènes africains se montraient capables de rivaliser avec les étrangers.

L'âge d'or de prospérité paysanne

La période 1880-1950 peut être décrite comme l'âge d'or de la prospérité paysanne en Afrique. Bien que le colonialisme ait été difficile, l'un de ses avantages peu reconnus était de la paix qu'il apporta en Afrique. Le commerce des esclaves et la concurrence sur les ressources avaient alimenté beaucoup de guerres tribales dans l'Afrique précoloniale. L'abolition de la traite négrière dans les années 1840 élimina une cause majeure de la guerre, et l'introduction de cultures de rente au service de la révolution industrielle en Europe fournit de nouvelles opportunités économiques. En outre, un squelette d'infrastructures (routes, voies ferrées, ponts, écoles, bureaux de poste, etc) a été posé au cours de cette période. Cela a grandement facilité la circulation des biens et des personnes et a donné un formidable élan à l'expansion économique. Par exemple, A. Boahen écrit dans *Topics in West African History* :

« Le volume des exportations de coton en provenance d'Afrique occidentale française a augmenté d'une moyenne de 189 tonnes en 1910-1914 à 495 000 tonnes en 1935-1939, tandis que celui du café est passé de 5300 tonnes en 1905 à 495 000 tonnes en 1936. Le volume d'arachides (cacahuètes) exportées du seul Sénégal est passé de 500 000 tonnes dans les années 1890 à 723000 tonnes en 1937. Cependant, la plus grande réussite fut celle

de la production de cacao au Ghana, dont le volume des exportations a augmenté de seulement 80 £ en 1881 à 2 millions de £ en 1901 et à 88,9 millions de £ en 1911. Cela fit du Ghana le premier producteur de cacao au monde, et la quantité a continué à augmenter jusqu'à ce qu'elle ait atteint le chiffre record de 305.000 tonnes en 1936.

Le système économique utilisé par les indigènes africains pour construire cette prospérité était leur propre système autochtone. À l'exception de quelques endroits en Afrique, notamment dans les colonies portugaises, l'agriculture de plantation était inconnue. Les cultures de rente (cacao, café, thé, coton) étaient cultivées par les paysans sur leurs propres parcelles individuelles en utilisant des méthodes et pratiques agricoles traditionnelles.

Le point fondamental est que les indigènes africains avaient la liberté économique de décider pour eux-mêmes ce qu'ils pouvaient cultiver et quoi faire avec le produit. Comme Francis Kendall et Leon Louw, deux africains blancs d'Afrique du Sud, l'ont noté dans *After Apartheid : The Solution* (Après l'apartheid: la solution): « La liberté qui caractérisait la société tribale explique en partie pourquoi les Sud-Africains noirs ont répondu si positivement aux défis d'un marché libre qu'ils commencèrent à mettre les blancs hors compétition dans les années 1870, surtout en tant qu'agriculteurs. » Mais le succès des noirs eut des conséquences tragiques.

Les colons blancs craignaient une concurrence noire. Non seulement les Noirs étaient de meilleurs agriculteurs, mais ils étaient aussi en compétition avec les fermiers blancs pour les terres. Par ailleurs, ils étaient auto-suffisants et donc pas disponibles pour travailler sur les fermes blanches ou dans l'industrie, notamment dans les mines d'or du Transvaal où leur main d'œuvre était très demandée. En conséquence, une série de lois fut adoptée pour priver les Noirs de presque toute liberté économique. Le but de ces lois était d'empêcher les Noirs de rivaliser avec les blancs et de les conduire dans la vie active.

En 1869, 1876 et 1884 l'Assemblée du Cap adopta une série de « lois de localisation » (la première série de lois d'apartheid) qui cherchait à protéger les fermiers blancs de la concurrence des noirs et de forcer les Noirs à devenir des travailleurs salariés en travaillant pour les fermiers blancs. Puis vint le *Native Land Act* de 1913. On connaît le reste de l'histoire.

Prédations postcoloniales

Ailleurs en Afrique les indigènes ont été dépouillés de leur liberté économique par des dirigeants fonctionnellement et culturellement illettrés après l'indépendance dans les années 1960. Affirmant que le capitalisme de marché libre était une idéologie occidentale, la plupart de la première génération postcoloniale de dirigeants africains adopta le socialisme d'État, l'anti-thèse de marchés libres, comme idéologie économique. Une prolifération des idéo-

logies socialistes déferla sur le continent, y compris quelques exemples assez bizarres : l'*Ujaama* de Julius Nyerere (« l'état de famille », ou socialisme, en swahili), en Tanzanie ; l'amalgame vague de marxisme, de socialisme chrétien, d'humanitarisme et de « négritude » de Léopold Senghor au Sénégal ; l'humanisme de Kenneth Kaunda en Zambie ; le socialisme scientifique Marien N'Gouabi au Congo (Brazzaville) ; le socialisme arabo-islamique de Mouammar Kadhafi en Libye ; le *nkrumaïsme* (ou « consciencisme ») de Kwame Nkrumah au Ghana ; le *mobutisme* de Mobutu Sese Seko au Zaïre, et le *bourguibisme* de Habib Bourguiba en Tunisie.

Les terres inoccupées, ainsi que les leviers de commande de l'économie, furent saisis par l'Etat en Angola, en Ethiopie, au Nigeria, au Mozambique, en Tanzanie et dans d'autres pays. Les sociétés étrangères ont été nationalisées, et une pléthore de contrôles étatiques furent institués pour assurer la participation de l'Etat dans l'économie. Une incroyable série d'entreprises d'Etat fut établie un peu n'importe comment.

Fondamentalement étranger

Cette idéologie socialiste est fondamentalement étrangère et a échoué lamentablement partout où elle a été mise en œuvre en Afrique. La propriété d'État, les contrôles et l'intervention économiques n'ont jamais fait partie du patrimoine économique de l'Afrique.

Plus scandaleuses furent les attaques frontales sur les échanges et le commerce que les indigènes pratiquaient depuis des siècles. Dans de nombreux pays africains, ils étaient « pressurisés ». En effet, il fut un temps où la directrice du *Club du Sahel*, Anne de Lattre, commençait ses rencontres avec la remarque: « Eh bien, il y a une chose sur laquelle nous sommes tous d'accord : que les négociants privés devraient être abattus » (*West Africa*, 26 janvier 1987, p.154). Sous le programme absurde de marxisme avec des habits africains de Sékou Touré en Guinée, « le commerce non autorisé » devint un crime» (*New York Times*, 28 déc 1987, p.28). Au Ghana, le régime marxiste de Rawlings dénonçait les marchés indigènes comme des tanières de profiteurs économiques et de saboteurs. Il imposa le contrôle strict des prix sur des centaines de marchandises durant la période 1981-1983. Les marchés étaient incendiés et détruits à Accra, Kumasi, Koforidua, et d'autres villes où les commerçants refusaient de vendre à des prix dictés par l'État.

Le 18 mai 2005, un autre épisode de folie économique était répété au Zimbabwe. Des unités paramilitaires armées de matraques et de boucliers anti-émeute fracassaient des stands de commerçants de rue lors d'une opération policière dans la capitale, Harare. « La déclaration officielle a affirmé que les raids visaient les profiteurs du marché noir qui stockaient les marchandises », selon le *New York Times*. Dans ce que le président Robert Mugabe baptisa « Opération Murambatsvina », traduit par la presse appartenant à l'Etat

comme « Opération Restauration de l'Ordre » mais qui se traduit en Shona comme « Opération sortie des poubelles », la police a détruit 34 marchés aux puces et infligé 900 000 000 dollars zimbabwéens (100 000 \$ US) en amendes et saisi certains 2,2 milliards de dollars zimbabwéens de marchandises. « Le président Mugabe accusait l'Occident de la crise économique de la nation », rapportait la *BBC News Africa*. Au moins 22 000 commerçants de rue furent arrêtés et plus de 700.000 personnes laissées sans abri.

Aucun chef ou roi africain ne pouvait commettre de tels actes de folie économique et de perfidie culturelle et demeurer chef. Il n'ya rien de mal avec le système économique traditionnel des marchés libres, de libre entreprise et de libre-échange. Tout ce que les dirigeants avaient à faire après l'indépendance était de s'appuyer sur ce système. Seul le Botswana l'a fait. Mais au lieu de cela, la grande majorité des dirigeants africains (un assortiment de néocolonialistes noirs, de socialistes avec comptes en Suisse, de révolutionnaires charlatans, et de libérateurs de crocodiles) allèrent à l'étranger copier toutes sortes de pratiques étrangères pour les imposer à leur peuple.

Ont-ils appris ? Non. Les néocolonialistes noirs ont été récemment occupés à importer une autre idéologie étrangère, de la Chine cette fois-ci : Le 14 août 2010, *Xinhua* rapportait: « Un total de 25 instituts Confucius ont été ouverts dans 18 pays africains »